

ROSA Newsletter



RÉSEAU OPÉRATIONNEL DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Numéro 35 | Mars 2012

AU SOMMAIRE : Des politiques complémentaires pour améliorer la gestion des crises alimentaires au Sahel > Agenda > Actualités du réseau

POINTS DE VUE SUR L'ACTUALITÉ



Des politiques complémentaires pour améliorer la gestion des crises alimentaires au Sahel

Depuis plusieurs mois, les pays de la bande sahéenne sont confrontés à une nouvelle crise alimentaire. Ce qui pose la question des instruments permettant de gérer ces crises récurrentes. Dans cet entretien, Franck Galtier, chercheur au Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD)¹, propose des solutions. Afin de prendre en compte les effets structurels des crises alimentaires, il recommande d'accompagner l'aide d'urgence ciblée par des politiques complémentaires visant à plafonner les hausses de prix et à recapitaliser les ménages vulnérables².

1. Comment caractériser la crise actuelle ? Quels sont les éléments nouveaux par rapport aux crises précédentes ?

La crise actuelle combine les caractéristiques de la crise de 2005 (flambée du prix des céréales sèches liée à la faiblesse des récoltes) et de celle de 2008 (prix élevé du riz importé). Du coup, les prix de l'ensemble des céréales sont très élevés. Au Mali, ils ont atteints leur maximum historique à la fois pour les céréales sèches (leur prix a déjà dépassé le niveau atteint pendant la soudure en 2005) et pour le riz (son prix est au niveau maximum atteint lors de la crise de 2008). Le fait que les céréales sèches et le riz soient touchés en même temps est particulièrement inquiétant. En effet, en 2005, le prix du riz importé avait servi de plafond pour les céréales sèches : à Bamako leur prix s'était stabilisé à 250 FCFA/kg quatre mois avant l'arrivée des nouvelles récoltes. Mais ce plafond est aujourd'hui beaucoup plus élevé. Il existe donc un risque que les prix continuent d'augmenter pour atteindre des niveaux extrêmes pendant la période de soudure.

Il est difficile de prédire l'évolution des prix dans les mois à venir. La dynamique saisonnière voudrait que les prix continuent d'augmenter jusqu'à l'arrivée des prochaines récoltes en octobre prochain. Cependant, la situation actuelle est plus complexe. On observe en effet une évolution paradoxale : si les prix des céréales ont fortement augmenté, les données de production montrent des niveaux de récolte à peine inférieurs à la moyenne des cinq dernières années.

¹ Il est économiste au CIRAD, au sein de l'unité mixte de recherche MOISA « Marchés, organisations, institutions et stratégies d'acteurs ».

² Cet article reprend des éléments d'analyse de la note sur la crise alimentaire en cours au Sahel (février 2012).

Le ROSA est
une initiative de la :



COMMISSION
EUROPÉENNE

Il y a deux manières d'interpréter ce paradoxe. La première consiste à considérer que les prix ne reflètent pas les disponibilités réelles du fait des pratiques spéculatives des commerçants (rétention de stock) ou des mouvements de panique des consommateurs. La seconde (plus probable à notre avis) consiste à considérer que les estimations de production sont trop optimistes. Si la première interprétation est la bonne, il existe des stocks abondants chez les producteurs, les commerçants et les consommateurs. La mise en marché de ces stocks permettra alors de contenir la hausse des prix pendant la soudure (elle pourrait même conduire à une baisse des prix). Un deuxième facteur pourrait permettre de freiner la hausse du prix des céréales sèches : le commerce régional (entre pays sahéliens, mais surtout des pays côtiers vers les pays sahéliens).

Au total, trois scénarios sont envisageables concernant l'évolution du prix des céréales sèches dans les pays sahéliens au cours des prochains mois : i) une stabilisation, ii) une stabilisation partielle, les importations de maïs en provenance des pays côtiers permettant de stabiliser le prix du maïs mais pas celui du mil et du sorgho et iii) une hausse des prix des trois céréales. Selon les derniers bulletins de conjoncture³, le premier scénario (optimiste) serait le plus probable.

Une autre caractéristique de la crise actuelle réside dans la très faible résilience de nombreux ménages sahéliens. En effet, beaucoup de ménages ont dû vendre le peu qu'ils possédaient, ce qui a diminué leur résilience et les rend très vulnérables à la crise actuelle. D'autant plus que beaucoup d'entre eux étaient déjà fortement décapitalisés en 2005 et que, depuis, la fréquence des crises a été très rapprochée (ainsi le Niger a connu des crises en 2005, 2008, 2010 et 2012).

2. Comment faire pour gérer les crises alimentaires dans le Sahel ? Pour gérer la crise en cours ?

L'aide d'urgence ciblée est indispensable pour traiter les crises alimentaires. Elle est nécessaire pour le Sahel en 2012. Mais elle n'est pas suffisante pour répondre aux problèmes posés par la décapitalisation des ménages. La réduction de la résilience et l'augmentation du nombre des personnes en situation d'insécurité alimentaire conduisent, de crise en crise, à augmenter le volume et le coût de l'aide d'urgence. Prendre en compte cet effet structurel des crises alimentaires implique d'accompagner l'aide d'urgence ciblée par deux politiques complémentaires.

Il s'agit d'une part de plafonner la hausse des prix pour les empêcher d'atteindre des valeurs extrêmes. Ceci peut être fait en subventionnant temporairement les importations de riz, afin d'abaisser le niveau du plafond que le prix du riz joue pour les céréales sèches. Une telle mesure devrait idéalement être menée de manière conjointe par l'ensemble des pays du Sahel, ce qui permettrait d'éviter les fuites de céréales subventionnées vers les pays voisins. S'agissant de la crise actuelle dans le Sahel, une telle mesure ne devrait être activée que si la hausse des prix se poursuit (cf. les scénarios 2 et 3 évoqués plus haut).

D'autre part, il s'agit de mettre en place des filets de sécurité pour contribuer à la récapitalisation des ménages. Il s'agit de transférer des actifs aux ménages vulnérables pendant plusieurs années, afin de restaurer leur capacité à faire face aux crises futures. L'exemple du PNSP (*Productive Safety Net Programme*) éthiopien montre que ce type de mesure permet effectivement d'amortir les conséquences des crises alimentaires. Un tel filet de sécurité devrait être mis en place dans la zone sahélienne une fois que la crise de 2012 sera passée.

Il est important de noter que ces mesures sont complémentaires : le plafonnement des prix contribue aux efforts de recapitalisation et à l'efficacité de l'aide d'urgence (moins de personnes ayant besoin de cette aide). A moyen terme, des actions plus structurelles sont nécessaires pour améliorer le fonctionnement des marchés et rendre la production moins sensible aux aléas climatiques.

³ Bulletin de FEWSNET (19 mars) pour l'Afrique de l'Ouest, d'Afrique Verte pour le Burkina Faso, le Mali et le Niger (début mars) et de l'OMA pour le Mali (février).



Événements à venir

22 mars : Atelier de la Banque mondiale sur la sécurité alimentaire et la nutrition : De la mesure aux résultats - Washington D.C. (Etats-Unis) [>>>](#)

12-13 avril : Réunion restreinte du Réseau de Prévention des Crises Alimentaires (RPCA) – Paris

17-20 avril : Séminaire régional « Les transferts sociaux pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le Sahel » - Ouagadougou (Burkina Faso)

Juin : Sommet du G20 - Los Cabos (Mexique) [>>>](#)

20-22 juin : Sommet Rio+20 - Rio de Janeiro (Brésil) [>>>](#)

Octobre : 38e session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) – Rome (Italie)

Pour plus d'informations : [Événements à venir](#)

Événements passés

Briefing de Bruxelles sur le développement - Le pastoralisme (22 février 2012) : Organisé en partenariat avec la Commission de l'Union africaine, la Commission européenne (EuropeAid), le Secrétariat ACP et CONCORD. Il a permis d'analyser les principaux enjeux affectant les éleveurs pastoraux, en particulier dans les pays ACP, ainsi que des opportunités fournies par les cadres et processus politiques existant au niveau continental et régional. Les participants ont identifié les actions politiques urgentes et concrètes de soutien au pastoralisme. Près de 150 ambassadeurs, décideurs, représentants des ONG et délégués des Etats membres y ont participé. La documentation vidéo sera mise en ligne dans les prochaines semaines. Les présentations et les sommaires exécutifs des intervenants sont déjà disponibles. [>>>](#)

Rencontre des structures en charge de la gestion des stocks nationaux de sécurité alimentaire (RESOGEST) au Sahel et en Afrique de l'Ouest (29 février-1er mars 2012, Ouagadougou, Burkina Faso) : L'objectif de la réunion était d'adopter le cadre de coopération des structures en charge de la gestion des stocks nationaux de sécurité alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest. En particulier, la réunion visait à la constitution d'une réserve de sécurité alimentaire afin de garantir une disponibilité de céréales. [>>>](#)

Accord sur les Directives volontaires sur la gouvernance du foncier (Mars 2012) : Les Directives volontaires sur "la gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le cadre de la sécurité alimentaire nationale" ont été adoptées après d'intenses débats entre les délégués des différents pays, les organisations internationales et les représentants de la société civile, depuis qu'une première ébauche avait été rendue publique par la FAO en avril 2011. Le texte final contient des recommandations sur les investissements agricoles, les réformes agraires, les réponses aux désastres naturels et la protection des ressources gérées de façon collective. Il insiste sur l'importance de protéger les droits des détenteurs légitimes, y compris les peuples autochtones. [>>>](#)

Concertation régionale sur la situation alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest (13 au 15 mars 2012, Côte d'Ivoire) : Cette réunion s'inscrit dans le cadre du dispositif régional de prévention et de gestion des crises alimentaires au Sahel et en Afrique de l'Ouest. Les discussions ont porté sur le diagnostic de la situation alimentaire et nutritionnelle dans la région. Les résultats définitifs de la campagne 2011-2012 font état des déficits céréalier et fourrager qui entraînent déjà des crises localisées. L'avis conjoint publié à l'issue de cette réunion formule plusieurs recommandations, notamment de soutenir davantage les actions d'atténuation en cours à travers des instruments souples et rapidement mobilisables. [>>>](#)

Nouvelles de la Commission

Activités récentes et à venir du Service Conseil en Nutrition au niveau des délégations de l'UE : Le Service Conseil en Nutrition (*Nutrition Advisory Service – NAS*) a été mis en place par EuropeAid en 2009 afin de fournir un appui technique et stratégique aux délégations et directions générales de l'UE dans le but de développer une compréhension partagée et une approche commune pour lutter contre la malnutrition.

En ce qui concerne les délégations, le NAS a apporté un appui à plusieurs niveaux : le dialogue politique, la conception et la mise en œuvre de programme et de projets. Cela concerne à la fois les actions nutritionnelles spécifiques et les interventions

indirectes pouvant contribuer à la lutte contre la malnutrition. Voici quelques exemples du type d'appui qui a été fourni par le NAS dans plusieurs délégations de l'UE travaillant dans des pays où la prévalence de la malnutrition est importante.

La conception de programmes et de projets est l'une des principales activités du Service Conseil en Nutrition. Il s'agit d'une contribution technique et stratégique à la préparation de notes succinctes, de fiches d'identification et d'action et de lignes directrices en matière de demande de subvention. Le NAS a fourni un soutien aux délégations de l'UE pour qu'elles abordent les actions dans différents secteurs (développement rural/agriculture, eau et assainissement, santé, droits de l'homme, etc.) sous l'angle de la nutrition afin de traiter les diverses causes de la malnutrition, de mieux apprécier la contribution de ces différents secteurs et de maximiser les effets positifs sur la nutrition.

Autre domaine de travail du Service Conseil en Nutrition : les conseils fournis à des stades clés du processus décisionnel de suivi et d'évaluation. Étant donné l'importance que revêt la sélection des indicateurs, seuils et cibles pertinents, le NAS peut par exemple apporter un appui aux délégations de l'UE dans les processus de dialogue politique, y compris en ce qui concerne le choix d'indicateurs liés à la nutrition pour le soutien budgétaire et le programme indicatif national.

En matière de coordination et de dialogue au niveau national, le NAS est présent à travers différents types d'activités : du plaidoyer en faveur de la prise en compte de la nutrition dans les politiques nationales, l'intégration de la nutrition et la sécurité alimentaire dans les stratégies nationales, la programmation et les systèmes d'information. La contribution du NAS aux documents stratégiques/politiques qui ne portent pas spécifiquement sur la nutrition est également pertinente, car elle permet de faire en sorte que les actions mises en place dans d'autres secteurs contribuent à la lutte contre la malnutrition.

Développé avec l'appui du NAS, un document de référence sur la nutrition⁴ a été publié en 2011. Ce guide pratique reprend tous les domaines de travail du Service Conseil en Nutrition, y compris la formation et la sensibilisation. L'activité du Service dans ce domaine est continue. Les missions du NAS permettent de sensibiliser le personnel des délégations de l'UE et les partenaires sur la problématique de la malnutrition.

Des missions conjointes Service Conseil en Nutrition/ECHO sont également organisées pour soutenir à la fois les délégations et les représentations de ECHO. En mettant le Service à la disposition de ces dernières, EuropeAid facilite le lien entre les actions d'urgence, de réhabilitation et de développement et la cohérence des interventions.

Sur la base de l'expérience récente, il y a plusieurs éléments à prendre en considération pour rendre l'appui fourni par le NAS le plus efficace possible. Ce service apporte une valeur ajoutée particulière à différents niveaux. Toutefois, pour tirer le meilleur profit, il faut qu'il intervienne le plus tôt dans le processus. Il est également important de prévoir une implication et un suivi régulier dans le cadre d'un programme annuel d'appui aux délégations.

Dans les mois à venir, une des grandes priorités du Service Conseil en Nutrition au niveau des délégations consistera à apporter son soutien à la programmation du 11e FED et au Programme thématique de sécurité alimentaire (FSTP), ainsi qu'à la gestion de crises alimentaires (par exemple dans le Sahel).

Les activités récentes et à venir du NAS à l'échelle internationale seront présentées dans la prochaine newsletter du ROSA.

⁴ Commission Européenne, *La lutte contre la malnutrition dans l'assistance extérieure. Une approche intégrée à travers les différents secteurs et modalités de l'aide, Séries Instruments et Méthodes, Document de référence No. 13, Septembre 2011.*

<http://capacity4dev.ec.europa.eu/topic/fighting-hunger-food-security-nutrition>



Nouvelles ressources en ligne

- **Note sur la crise alimentaire en cours dans la région du Sahel, Franck Galtier, CIRAD - 2012**

Cette note fait le point sur la crise alimentaire qui sévit actuellement au Sahel et propose des politiques complémentaires pour répondre aux crises alimentaires. L'auteur rappelle que l'aide d'urgence ciblée est indispensable pour protéger les plus vulnérables. Cependant, l'aide d'urgence n'apporte aucune réponse au problème de la décapitalisation des ménages et de l'insécurité alimentaire chronique. L'auteur en conclut que, pour gérer la crise alimentaire en cours dans le Sahel, il est nécessaire de compléter l'aide d'urgence par des politiques permettant d'empêcher les prix des céréales d'augmenter davantage ; et de mettre en place un filet de sécurité visant à recapitaliser les ménages ayant une faible résilience. >>>

- **Document stratégique 2012 : Préparation pour la crise alimentaire et nutritionnelle au Sahel et les pays limitrophes, Groupe de travail sur la sécurité alimentaire et la nutrition - 2012**

L'objectif de ce document de stratégie est de renforcer la préparation face au risque de crise alimentaire et nutritionnelle au Sahel et dans les pays voisins en 2012, et de rendre plus efficace et plus précoce la réponse. Le document a été développé sous l'initiative de l'IASC régional (*Inter Agency Standing Committee* – Comité permanent inter-agences). Il a été rédigé par Action Contre la Faim, la FAO, OCHA, le PAM et l'UNICEF, au sein du Groupe de Travail Régional sur la Sécurité Alimentaire et la Nutrition. La stratégie a été lancée en décembre 2011 et une version révisée a été publiée en février 2012. Une actualisation du document est en cours d'élaboration >>>

- **Echec du système ? Repenser les enjeux liés à des réponses ponctuelles aux crises dans la Corne de l'Afrique Réseau de pratique humanitaire (Humanitarian Practice Network) - Novembre 2011**

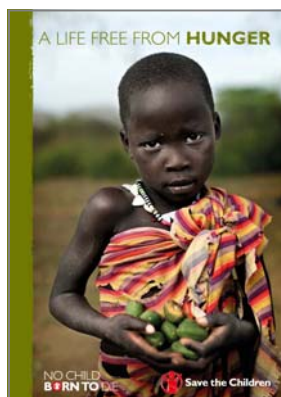
Les investissements dans les systèmes d'alerte précoce depuis plusieurs années ont apporté des améliorations significatives dans les réponses humanitaires en zone pastorale de la Corne de l'Afrique. Toutefois, des évaluations ont montré que les interventions visant à protéger et à soutenir les moyens d'existence arrivent tardivement. Ce document analyse le travail fait dans le cadre de la composante PACAPS (*Pastoral Areas Coordination, Analysis and Policy Support*) du programme RELPA (*Regional Enhanced Livelihoods in Pastoral Areas*), financé par l'USAID. *Rapport disponible en anglais seulement.* >>>



Nutrition

- **Une vie libérée de la faim. Faire face à la malnutrition infantile, Save the Children - 2012**

Ce rapport analyse les causes de la malnutrition infantile, en se concentrant sur la malnutrition chronique et le retard de croissance. Il propose des solutions, en insistant sur l'importance de concentrer les efforts au niveau national et international sur six étapes clés. Dans le chapitre 5, un intérêt particulier est porté sur les facteurs politiques qui contribuent à la malnutrition. Des recommandations sont formulées quant à la façon dont les gouvernements, les agences multilatérales, les entreprises et les particuliers peuvent jouer leur rôle dans la lutte contre le problème. Ce rapport est accompagné par une série de rapports sur la lutte contre la malnutrition en Afghanistan, le Bangladesh, l'Ethiopie, l'Inde, le Kenya, le Nigeria, le Pakistan et la Tanzanie. >>>



- **Une approche multisectorielle en faveur de la nutrition : Principes, pratique et études de cas, IFPRI – Décembre 2011**

Ce document est en anglais. Ce rapport vise à fournir des informations sur la nécessité d'adopter une approche multisectorielle pour améliorer la nutrition et la façon dont elle peut être mise en place. Il présente deux études de cas qui comportent des actions visant à intégrer l'action sur la nutrition, au Sénégal et en Colombie. Les enseignements proposés dans ce livre peuvent être utilisés pour informer et orienter la mise en place d'une approche transversale non seulement pour lutter contre la malnutrition, mais aussi, de façon plus large, pour promouvoir un travail intersectorielle et interinstitutionnel. >>>

Transferts sociaux

- **L'impact des transferts monétaires sur la nutrition dans des contextes d'urgence ou en transition: Analyse des résultats, ODI - Janvier 2012**

Ce document est en anglais. Cette étude examine l'impact des transferts monétaires sur la nutrition dans des contextes d'urgence ou en transition. S'appuyant sur 54 évaluations et des documents de programmes humanitaires depuis 2004, de la bibliographie sur les programmes de transferts monétaires et une correspondance avec les organismes d'aide, elle examine comment les transferts monétaires pourraient s'attaquer à la malnutrition et ses causes dans les contextes de crises et les contextes de transition. >>>

Ressources et liens externes

- **Des mesures urgentes à prendre face à la crise alimentaire qui prévaut dans la région sahélienne, Réseau de prévention des crises alimentaires, Note d'information sécurité alimentaire (NISA) 45 - Février 2012**

Cette note d'information fait état de la situation alimentaire et nutritionnelle au Sahel. Celle-ci qualifiée de crise à progression lente est exacerbée par la hausse généralisée des prix pratiquement de tous les produits alimentaires qui compromettent davantage l'accès à l'alimentation des ménages les plus pauvres. Des plans de réponse sont élaborés dans les pays de la région, mais le principal défi reste leur application immédiate.

http://www.food-security.net//medias/File/nisa45_fevrier2012.pdf

- **Portail sur la crise alimentaire au Sahel 2012 - FAO**

Il contient de nombreuses ressources sur la situation alimentaire et nutritionnelle dans la région du Sahel, en particulier sur les stratégies et plans de réponse de la FAO et de ses principaux partenaires.

<http://www.fao.org/crisis/sahel/the-sahel-crisis/fr/>

Plus d'information est également disponible sur le site de la FAO consacré aux urgences (en anglais):

<http://www.fao.org/emergencies/country-information/list/regional/westafrica-sahelprogramme/en/>

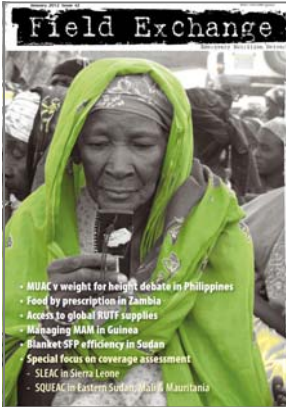
- **Deux nouveaux forums de discussion sur la protection sociale et le changement climatique en lien avec la sécurité alimentaire, FSN Forum FAO – Mars 2012**

Le Forum global sur la sécurité alimentaire et la nutrition a lancé deux nouvelles consultations afin de contribuer aux travaux du Groupe d'expert de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE) du Comité sur la Sécurité Alimentaire (CSA), sur les thèmes suivantes: i) la protection sociale en faveur de la sécurité alimentaire et ii) le changement climatique et la sécurité alimentaire. Participez au [FSN Forum](#) pour partager vos points de vue et vos commentaires sur les versions 0 des rapports qui sont en cours d'élaboration. Vos contributions serviront à affiner les rapports qui seront ensuite présentés lors du CSA du mois d'octobre.

● **Bulletin d'avancement de l'initiative « Renforcement de la nutrition » (Scaling Up Nutrition - SUN) - Janvier 2012**

Ce bulletin en français décrit les avancées de cette initiative lancée en septembre 2010. Un accent particulier est mis sur i) le processus de renforcement de la nutrition au niveau des pays et ii) les nouvelles modalités de gestion du SUN qui sont en train d'être mises en place pendant le premier semestre 2012.

<http://www.scalingupnutrition.org/wp-content/uploads/2011/05/Information-Note-French-January-2012.pdf>



● **Field Exchange : Le magazine de l'ENN, n°42 - Février 2012**

Field Exchange est un magazine trimestriel publié par le Emergency Nutrition Network. Il contient des articles de capitalisation, des articles de recherche et des informations à destination des personnes travaillant dans le domaine de la nutrition et de la sécurité alimentaire d'urgence. Ce numéro contient 5 articles de capitalisation (notamment Philippines, Zambie, Soudan, Guinée), un focus sur l'évaluation de la couverture, 17 articles de recherche et deux évaluations.

<http://www.enonline.net/pool/files/fex/fieldexchange42.pdf>

Photos: Commission Européenne, Dominique
Violas - Gret

Contacts:

EuropeAid-ROSA@ec.europa.eu
animation@reseau-rosa.eu

Ce bulletin est rédigé par l'équipe du Gret, chargée de l'animation du ROSA.

Le réseau est une initiative d'EuropeAid C1 (Développement rural, sécurité alimentaire et nutrition) en collaboration avec EuropeAid R7 (Formation, gestion des connaissances, communication interne, documentation).

Les points de vue exposés ne représentent en aucun cas le point de vue officiel de la Commission Européenne.